

LE CHARIVARI DU GRAND PARIS

par Christian SAUTTER

2 octobre 2009

Sur le projet de « Grand Paris », le Conseil de Paris a vécu mardi 29 septembre une séance particulièrement animée. L'objet de la dispute était le projet de loi qui sera soumis au Conseil des Ministres du 7 octobre et qui a été transmis au département de Paris comme aux autres collectivités territoriales le 28 août. Ce projet porte sur l'aménagement de la Région parisienne et propose quatre actions.

La première est de créer une boucle de métro automatique de 130 kilomètres de long, qui relierait des pôles de croissance aux deux grands aéroports. Pour que ce « métro » permette d'aller en moins de 30 minutes de Saclay à Roissy, il ne devrait pas s'arrêter souvent : une quarantaine de gares s'égraineraient en moyenne tous les cinq kilomètres. C'est donc plus un réseau express régional (RER) qu'un métro proprement dit.

Deuxième action : mettre le paquet sur des pôles d'excellence excentrés dont le plus exemplaire est le plateau de Saclay. L'idée, juste d'ailleurs, est que l'on ne pourra concurrencer la Californie, Bangalore ou Shanghai qu'en concentrant les moyens publics sur des « Silicon Valleys » à la française.

Troisième action : confier tous ces aménagements à une « Société du Grand Paris » (SGP), où l'État serait tout-puissant. La Région et les départements y seraient toutefois présents dans un statut subalterne.

Dernière action : la SGP aurait la capacité de préempter ou exproprier tout terrain privé ou public qui serait indispensable au grand projet. Ceci particulièrement autour des quarante gares, dans un rayon de 1500 mètres (ce qui, au total, représente tout de même trois fois la surface de Paris !)

Voici donc la thèse proposée à la hussarde par un homme sûr de lui, le Secrétaire État Christian Blanc. L'antithèse tient en trois points.

Premièrement, ce n'est pas un projet d'urbanisme, c'est-à-dire d'organisation de la cité pour que les hommes puissent y vivre, y travailler, s'y distraire. Les dix équipes d'architectes missionnées par le Président de la République ont produit mille idées remarquables sur la ville durable du XXI^e siècle. Aucune de ces idées n'a été reprise, sur la densité des villes, sur la réduction des trajets domicile-travail, sur la nécessaire imbrication des logements, des activités et des loisirs, dans des quartiers de vie autosuffisants.

Deuxièmement, l'urbanisme autoritaire n'est plus de mise. Des critiques ont, à mon avis, injustement mis en cause les grands chantiers

gaulliens conduits par Paul Delouvrier. Regrettons-nous les RER, le périphérique, les villes nouvelles qui ont été construits, à grands frais, dans les années 1960 ? Mais depuis lors, la décentralisation est passée par là, avec les lois de 1982. La Région, les départements, les communes existent et il serait vain de les ignorer.

Troisièmement, l'État n'a plus les moyens de ses ambitions. S'il payait le super-métro de 130 kilomètres (comme il a payé les RER à l'époque Delouvrier), je ne crois pas que les élus locaux bougonneraient, sauf à demander une gare dans chaque commune !

Où trouver une synthèse ? Commençons par les transports. Apparaît un nouveau personnage, lui aussi mandaté par le Président de la République, pour trouver les financements des infrastructures. Gilles Carrez est le député du Val-de-Marne qui exerce la périlleuse fonction de rapporteur général du Budget, en un temps de crise où les déficits sont déjà pharamineux. Au terme d'un travail très précis, il propose de réaliser les nouvelles infrastructures de transport en deux temps. Il détaille surtout la première tranche à horizon 2025. Ô surprise ! Le super-métro de grande couronne a complètement disparu et est donc reporté après 2025. On comprend que Christian Blanc ait piqué une colère. Carrez démontre qu'il est possible de mettre en place un métro circulaire en petite couronne, un projet chéri des élus et de la RATP, qui relie grosso modo les terminus des lignes de métro, à quelques kilomètres du périphérique. Et pour faire bonne mesure, il ajoute un métro automatique Roissy-Orly qui emprunte dans Paris le tracé de la seule ligne de métro automatique, la ligne 14 (Saint-Lazare-Olympiades). Pour ces nouveaux chantiers (raisonnables) et en y ajoutant la modernisation des lignes existantes de RER, Carrez boucle un financement crédible en mettant à contribution les entreprises, les voyageurs, les collectivités locales et l'emprunt.

Deuxièmement : les pôles d'excellence. Si le pôle de Saclay, qui concentre tant de cerveaux remarquables, piétine, ce n'est pas en raison du manque de transports vers les aéroports. Un système de bus express, comme il en existe aux Etats-Unis (« limousine »), réglerait le problème à faible coût. La difficulté de Saclay, c'est le manque de contact entre les tours d'ivoire qui s'y pressent : grandes écoles, laboratoires publics et privés. Préfet de Région en 1992, je conseillais en plaisantant (à moitié) au général commandant l'École Polytechnique, qui craignait que ses élèves ne se précipitent en voiture vers Paris dès qu'ils auraient du temps libre, de construire une cafétéria et des cinémas. Palo Alto est un lieu de vie joyeuse au cœur de la Silicon Valley.

Un autre défaut du projet de Christian Blanc est de prétendre faire un collier de perles technologiques autour du cou fané de Paris, ville-musée. Bien au contraire, Paris ne peut être rien d'autre que le moyeu de la roue de la vie francilienne : Paris centre et Saclay sur les technologies de l'information ; Paris sud et Ivry-Villejuif-Evry sur les biotechnologies ; Paris-est et Marne-la Vallée sur les éco-technologies ; Paris-nord et Saint-

Denis sur les images et aussi sur les sciences sociales ; Paris-ouest et la Défense sur la finance ! Aidons les chercheurs et les industriels, les jeunes pousses et les groupes à travailler ensemble. C'est ce qui a été commencé avec les « pôles de compétitivité », dans une excellente coopération entre État, Région et Paris.

Troisièmement : la Société du Grand Paris serait un monstre qui viendrait s'ajouter à la superposition des communes, des intercommunalités, des départements, de la Région, sans oublier le Syndicat des Transports Île-de-France. Simplifier le mille-feuilles en y ajoutant une couche fait penser à Gribouille !

Quatrièmement : le pouvoir de préemption. Je crois qu'il a été erroné de donner aux petites communes le droit de délivrer les permis de construire. Les maires ruraux sont trop sensibles aux pressions des agriculteurs qui veulent lotir un champ pour arrondir leur retraite ou à celle des voisins qui rejettent tout ce qui porterait ombre à leur paradis pavillonnaire. Le pouvoir d'urbaniser doit être confié à des ensembles couvrant un bassin de vie, avec les emplois, les logements, les équipements et les espaces verts. Au moins 50 000 habitants ? Au moins 100 000 habitants ? Je ne sais. Mais de là à mettre en place le marteau-pilon de la Société du Grand Paris, il y a de la marge.

En conclusion, le Grand Paris était bien parti. Renouant avec la tradition gaullienne, le Président de la République s'intéresse à l'avenir de la Région capitale. Il a rompu avec une tradition malthusienne selon laquelle Paris pompait les forces vives du « Désert français ». Il a compris qu'un pays fort doit avoir une Région-capitale forte. Il a convoqué les dix meilleurs urbanistes pour qu'ils lui suggèrent des idées et suscitent un débat. Il a expliqué le 29 avril en commentant ces projets qu'il faudrait travailler en partenariat avec les collectivités locales.

Antérieurement, le Maire de Paris avait, quant à lui, constitué « Paris Métropole », un club de dialogue et de réflexion avec de nombreux voisins de toutes tendances politiques. On était sorti d'une culture de bocage pour commencer à voir large.

La Région de son côté avait mené grande concertation pour élaborer un Schéma Directeur, consensuel mais quelque peu dépourvu de relief. Seuls les transports étaient définis avec une certaine précision.

La crispation de Christian Blanc sur un projet autoritaire, partiel et partial, a tout fait dérapé.

Le Premier Ministre, qui a corrigé sa copie, et le subtil Gilles Carrez ont rouvert le jeu. C'est au Président de la République de choisir entre le retour à ses intentions initiales ou le passage en force. À six mois des élections régionales, braquer toutes les collectivités de l'Île-de-France ne serait pas très habile. À moins que le parti conservateur ait renoncé à reprendre à la gauche la première région française !

Christian SAUTTER